
SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1910-1911.

COMMISSION DES PÉTITIONS

FEUILLETON AU 26 MAI 1911.

Pétitions sur lesquelles la Commission a statué.

Numéros d'ordre.	Numéros du registre des pétitions.
---------------------	--

- | | | |
|----|------|--|
| 1. | 422. | Le Conseil d'administration du Bureau de bienfaisance de Ledeborg émet le vœu de voir discuter, au cours de la présente session, le projet de loi relatif à la protection des enfants moralement abandonnés.
Même pétition du Bureau de bienfaisance de Koekelberg. |
|----|------|--|

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre de la Justice,
avec avis favorable.*

- | | | |
|----|------|--|
| 2. | 429. | Les sieurs Cupérus et Harty, respectivement président et secrétaire de la « Fédération belge de Gymnastique », prient le Sénat de vouloir bien examiner si l'intervention des pouvoirs publics ne leur est pas due par l'octroi d'un subside annuel qu'ils croient pouvoir estimer à 10,000 francs.
Les pétitionnaires annexent à leur requête un exposé succinct de l'œuvre de la Fédération belge de Gymnastique. |
|----|------|--|

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts,
avec avis favorable.*

Numéros d'ordre.	Numéros du registre des pétitions.
3.	434.

Les président, vice-président et secrétaires de la « Fédération nationale des Sociétés catholiques de gymnastique et d'armes » sollicitent de la Législature un subside annuel de 10,000 francs.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts,
avec avis favorable.*

- | | | |
|----|------|--|
| 4. | 419. | Le Conseil communal de Brasschaet émet le vœu de voir les Chambres législatives voter, dans le plus bref délai, la proposition de loi tendant à instaurer le flamand comme langue véhiculaire à l'Université de Gand.
Même pétition des Conseils communaux de Zeelhem et Saint-Laurent. |
|----|------|--|

DÉCISION :

Ordre du jour.

- | | | |
|----|------|---|
| 5. | 419. | Les président et secrétaire du « Meeting » de Berchem prient la Législature de voter, sans retard, une loi prescrivante que le flamand sera la langue véhiculaire de l'enseignement à l'Université de Gand.
Même pétition du Conseil communal de Lierre. |
|----|------|---|

DÉCISION :

Ordre du jour.

- | | | |
|----|------|--|
| 6. | 400. | Les sieurs Cuvelier et consorts, membres du Cercle des Instituteurs chrétiens d'Ypres, transmettent les desiderata formulés au Congrès d'Etterbeek, relativement au traitement et à la pension des instituteurs.
Même pétition de membres du Cercle des Instituteurs de Boom. |
|----|------|--|

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

- | | | |
|----|------|--|
| 7. | 410. | Par pétition datée de Saint-Gilles, les sieurs Dryon et Picron transmettent le texte d'un ordre du jour adopté dans un meeting, le 6 mars 1911, à Bruxelles, demandant énergiquement un examen nouveau et contradictoire du problème de la jonction Nord-Midi. |
|----|------|--|

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer,
Postes et Télégraphes.*

Numéros
d'ordre. Numéros
du registre des
pétitions.

8. 398.

Le Conseil communal de Jumet émet le vœu « de voir les Chambres législatives voter l'unification des lois électorales et son corollaire indispensable, le suffrage universel pur et simple ».

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

9. 447.

Le Conseil communal de Laeken réitère, avec la plus vive insistance, sa demande d'obtenir, à bref délai, l'appropriation du passage à niveau de l'avenue de la Reine et proteste contre le non-accomplissement des engagements que le Gouvernement a pris à cet égard.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer,
Postes et Télégraphes.*

10. 449.

Le Conseil communal d'Ougrée émet le vœu de voir les autorités compétentes édicter une loi ou un règlement faisant disparaître les abus au sujet du poids du pain.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

11. 435.

Le Conseil communal d'Anderlecht émet le vœu que la loi du 24 décembre 1903, sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, soit modifiée notamment en ce sens :

1° Que les ouvriers aient le libre choix du médecin et du pharmacien ;

2° Que les administrations publiques de bienfaisance aient un recours direct contre les chefs d'entreprise ou leur assureur pour le remboursement intégral des frais d'hospitalisation des victimes, suivant le taux de la journée d'entretien arrêté annuellement par le Roi, en exécution de l'article 37 de la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

Numéros d'ordre.	Numéros du registre des pétitions.
12.	409.

Le Conseil communal de Charleroi émet le vœu de voir rapporter l'arrêté royal du 5 décembre 1910, annulant les délibérations des Conseils communaux de Bruxelles et d'Ixelles, relatives à la convention pour la fourniture du courant électrique à haute tension nécessaire à cette dernière commune.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

13.	436.	Le nommé Cuypers, Joseph, interné au Dépôt de mendicité de Merxplas, se plaint d'un déni de justice.
-----	------	--

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

14.	432.	Le Conseil communal d'Anderlecht émet le vœu de voir le Gouvernement :
-----	------	--

1° Poursuivre avec vigueur l'application de la loi sur le repos dominical, imparfaitement appliquée jusqu'ici, notamment par l'interdiction de l'emploi des extra et par la nomination de nouveaux inspecteurs du travail, choisis par le Ministre sur une liste de candidats présentés par leurs pairs;

2° Présenter aux Chambres un projet de loi réglant le travail des adultes, à l'instar de ce qui fut fait en faveur des ouvriers mineurs, ou de proposer d'urgence à l'examen des Chambres les projets Bertrand et Helleputte, relatifs à cet objet.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

15.	431.	Par pétition datée de Schaerbeek, le sieur Jean Hofman signale au Sénat des abus dont il aurait été victime au cours de la procédure en séparation de corps qu'il avait introduite devant le tribunal de Bruxelles.
-----	------	---

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

Numéros d'ordre.	Numéros du registre des pétitions.
16.	445.

MM. Harms et Charlier, respectivement directeur et agent-comptable de la Société anonyme des Moulins de Trois-Fontaines, exposent que, au mépris d'une décision judiciaire passée en force de chose jugée, l'Administration des Finances refuse de s'incliner devant la loi en frappant du droit de patente les remboursements sur bénéfiques, contrairement à l'article 9 de la loi du 6 avril 1823.

Les pétitionnaires prient le Sénat de demander à cet égard des explications à M. le Ministre des Finances.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

17.	444.	Le Conseil communal de Berchem prie la Législature de voter à bref délai la proposition de loi de MM. Hendrickx et Huyshauwer, fixant la durée du travail dans l'industrie diamantaire.
-----	------	---

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

18.	409.	Le Conseil communal de Mons : 1° proteste contre la décision du Gouvernement et l'interprétation par lui faite de la loi, à propos de l'annulation par arrêté royal du 5 décembre 1910 des délibérations des Conseils communaux d'Ixelles et de Bruxelles relatives à une convention pour une fourniture par la ville de Bruxelles, à la commune d'Ixelles, du courant électrique nécessaire à cette dernière; 2° émet le vœu de voir les Chambres législatives voter une loi modifiant la législation actuelle, loi qui permettrait soit l'association de communes, soit des concessions entre communes pour l'organisation des services du gaz et de l'électricité, et d'autres services publics industriels.
-----	------	---

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

19.	443.	Le Conseil communal de Laeken émet le vœu « de voir réaliser sans retard, la construction par l'Etat du collecteur destiné à recueillir les eaux de la Petite-Senne. »
-----	------	--

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics.

Numéros d'ordre.	Numéros du registre des pétitions.
20.	426.

MM. Adolphe Max, Charles Buls et consorts, amis de la Forêt de Soignes, demandent instamment au Sénat de ne sanctionner aucune extension de concession dans la forêt de Soignes, et notamment pour la création de nouveaux sanatoria pour tuberculeux.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur,
avec avis favorable.*

21.	441.	Les sieurs Bausier et consorts, membres du personnel enseignant de l'arrondissement de Tournai, sollicitent l'intervention du Sénat pour faire voter, au cours de la présente session, deux projets de loi : le premier établissant un barème équitable des traitements en rapport avec les nécessités actuelles de l'existence; le second ayant pour objet de modifier les bases de la pension des instituteurs, en prenant pour multiplicateur 1/50, au lieu de 1/55, de manière à pouvoir atteindre les trois quarts du traitement.
-----	------	--

Les pétitionnaires exposent les raisons qui militent en faveur de l'urgence de leurs revendications.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

22.	440.	Les sieurs Noël et Mathot, respectivement président et secrétaire du « Comité des revendications wallonnes de Corswarem », demandent à la Législature de voter une loi décrétant la disjonction de la commune de Corswarem de la province de Limbourg et son annexion à la province de Liège.
-----	------	---

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

23.	452.	Le Conseil communal de Court-Saint-Etienne émet le vœu de « voir le Gouvernement faciliter l'entrée du bétail, proposer la suppression des droits de douane sur le beurre, le dégrèvement des droits sur les sucres et prendre des mesures très sévères de répression contre les falsifications des denrées alimentaires. »
-----	------	---

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

Numéros d'ordre.	Numéros du registre des pétitions.
24.	416.

Les président, vice-président et secrétaire de l'Union pharmaceutique luxembourgeoise exposent au Sénat que cette union émet le vœu de voir la Législature prendre des mesures efficaces contre la vente des remèdes abortifs et la publicité qui les recommande.

Même pétition des président et secrétaire du Cercle pharmaceutique de Schaerbeek-Laeken.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

25.	400.	Le Conseil communal de Rupelmonde émet le vœu de voir améliorer le barème des traitements des instituteurs selon les desiderata formulés au Congrès d'Etterbeek. Même pétition des Conseils communaux de Melsele, Tamise, Calloo, Zwyndrecht.
-----	------	--

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

Le Président,
Baron DE FAVEREAU.